

Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique

356 rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Secrétariat

Tél. 06.70.31.24.97

Courriel : bur.aarasd@wanadoo.fr

Facebook : Amis de la République Sahraouie

Sites : www.association-des-amis-de-la.rasd.org

www.ecrirepourlesliberer.com

C O M M U N I Q U É D E P R E S S E

Les représailles plus que jamais d'actualité au Sahara occidental Le cas emblématique de Sultana Khaya

La répression contre les activistes, défenseur-e-s des droits humains et journalistes sahraoui-e-s au Sahara occidental occupé par le Maroc n'est pas nouvelle. **Mais elle a pris un tour dramatique depuis le 13 novembre 2020, date de la rupture du cessez-le-feu par le Maroc à Guerguerate.** C'est donc la guerre qui règne depuis dans le territoire non-autonome (en attente de la décolonisation qui lui est due).

Le cas de Sultana Khaya est emblématique. Séjournant en Espagne pour faire soigner les séquelles de son œil arraché en 2007 sous les coups d'un policier marocain lors d'une manifestation pro-sahraouie, elle n'a pas hésité à rentrer au Sahara occidental à l'annonce de la reprise de la guerre. Elle fut brutalement arrêtée le 19 novembre à son arrivée à Boujdour, et **les agents marocains lui signifièrent son assignation à résidence**¹. «Je leur ai dit que je m'étais engagée à défendre les droits de mon peuple et, donc, qu'ils n'avaient qu'à m'arrêter maintenant si c'était ce qu'ils voulaient ». **Un agent l'a alors menacée en disant que si elle n'obéissait pas à ses ordres ce qu'il allait lui faire « Dieu lui-même l'ignorait ».**

Depuis lors, un groupe d'agents marocains est en permanence installé devant son domicile. Sa sœur et ses nièces venues la voir ont été violemment repoussées et frappées par les policiers. Depuis 3 mois, sa maison est devenue une véritable prison.

Pire, **samedi 13 février, alors qu'elle élevait le drapeau sahraoui, elle a été brutalement agressée** par des policiers (en civil et en uniforme) qui n'hésitèrent pas à lui lancer des pierres au visage. Elle en est sortie avec une paralysie faciale du côté gauche où son œil a été atteint, des sutures aux jambes et des contusions sur tout le corps. Les images de ses blessures, devenues virales, circulent dans la diaspora et auprès des organisations internationales de défense des droits humains. Le pouvoir marocain certainement en a été alerté : la présidente du Conseil national des droits de l'homme du Maroc (CNDH), Amina Bouayach, n'a-t-elle pas déclaré qu'une visite avait été effectuée au domicile de Sultana pour contrôler son état de santé ? Ce que cette dernière nie catégoriquement sur les réseaux sociaux.

Sultana n'a pas peur. **De nouveau agressée ce 21 février** pour lui arracher son téléphone portable, et traînée sur la voie publique, elle a annoncé se mettre en grève de la faim illimitée.

Cette situation est intolérable. Sultana n'est bien sûr pas le seul cas de sévices contre des civils. **Aucun observateur ou journaliste n'est « autorisé » par le Maroc à venir sur le terrain.** Toute expression publique en faveur de l'autodétermination y est interdite. Et c'est le Conseil de sécurité de l'ONU qui a la responsabilité du sort de ce territoire non autonome, mais sa mission sur place n'a pas mandat pour surveiller les droits de l'homme !

Or la France est un des membres permanents de ce Conseil, et à ce titre **elle peut et doit intervenir pour que cessent ces représailles contre des civils sahraouis**, ce que lui demande instamment le représentant du Front Polisario dans notre pays (voir Appel urgent ci-joint).

AARASD, le 23 février 2021.

¹ https://www.publico.es/internacional/sultana-khaya-activista-saharai-retenida.html?fbclid=IwAR3KXnNSTTU6SPXu3u_jGeFT9bApcgtLS5gFO1U4EIzK1pGAP9tXWJUKNJU